

Un fort potentiel inexploité et livré à des non professionnels

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5547 - Lundi 27 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Afrique du Sud

Décès de Desmond Tutu, icône de la lutte anti-apartheid

Agriculture/La part du Sud à la production nationale s'élève à 25 %

Sahara : la nouvelle Mitidja ?

L'année des incendies

Par Mohamed Habili

L'année 2021 restera dans la mémoire collective algérienne et maghrébine à bien des égards, ayant été dans l'ensemble une année mouvementée, agitée, et même troublée à partir de l'été notamment, encore qu'on ne puisse dire qu'elle a été carrément une année épouvantable, de bout en bout une année noire. La pandémie n'a pas été sa marque principale, comme cela fut le cas dans le reste du monde. Dans le Maghreb comme dans l'ensemble du continent africain, à la différence peut-être de l'Afrique du Sud, et encore son cas ne peut se comparer à celui d'un pays occidental de taille équivalente, la pandémie a fait preuve d'une certaine clémence à l'égard des populations, mais pas envers leur niveau de vie, qu'elle a au contraire sévèrement impacté. Evidemment, on ne peut mettre sur son seul compte l'appauvrissement accru de ces derniers mois, mais il ne fait pas de doute que les confinements qu'elle a entraînés y ont contribué dans une mesure qui peut-être n'est pas négligeable. Des secteurs entiers d'activité ont perdu pied, qui aujourd'hui encore sont dans l'incapacité de retrouver leur équilibre. Il en a résulté un enchérissement s'étendant à quasiment tous les produits de première nécessité, un phénomène qui cependant s'observe ailleurs dans le monde. Mais ce n'est pas cela qui pour les Algériens fera de 2021 une année particulière.

Suite en page 3

Pass vaccinal, accélération de la vaccination, renforcement du contrôle

Virus : trois mesures pour contrer la hausse des cas



L'Algérie traverse bel est bien la 4^e vague de coronavirus, notamment après la confirmation de deux cas du nouveau variant Omicron. Pour y faire face, trois nouvelles mesures ont été prises par le gouvernement.

Equipe nationale de football

Poudre de lait
«Le gel de l'importation a permis d'améliorer la traçabilité dans la filière»

Début aujourd'hui du stage au Qatar

Pass vaccinal, accélération de la vaccination, renforcement du contrôle

Virus : trois mesures pour contrer la hausse des cas

■ L'Algérie traverse bel est bien la 4^e vague de coronavirus, notamment après la confirmation de deux cas du nouveau variant Omicron. Pour y faire face, trois nouvelles mesures ont été prises par le gouvernement.

Par Louisa A. R.

La situation épidémiologique en Algérie a connu, ces derniers jours, «une hausse des cas d'infection», affirme le Premier ministre dans un communiqué. «La situation connaîtra inévitablement une accélération du rythme de propagation du Covid-19, avec ses incidences sur les capacités des structures de santé, compte tenu du grand relâchement observé chez nos concitoyens par rapport au respect des mesures de prévention et des différents protocoles sanitaires, d'une part, et du faible taux de vaccination, d'autre part», a-t-il indiqué. «La situation épidémiologique exige aujourd'hui l'engagement de tous les citoyens à soutenir l'effort national de lutte contre cette épidémie mondiale par la poursuite du respect des gestes barrières, en particulier pour ce qui est de l'exigence du port obligatoire du masque de protection, les mesures d'hygiène et la distanciation physique, mais également par la vaccination qui reste le meilleur moyen de prévention pour prémunir nos concitoyens de la gravité des effets de cette pandémie», indique la même source.

Au lendemain de la détection d'un deuxième cas du variant Omicron, qui connaît une très forte expansion dans beaucoup de pays dans le monde, le gouvernement a décidé d'agir, une nouvelle fois, avec l'instauration par étapes du pass vaccinal, déjà mis en œuvre pour l'accès aux stades et salles des fêtes.

Le document est désormais obligatoire pour entrer et sortir

d'Algérie, accéder aux lieux où se tiennent des activités sportives, les salles de sport et les piscines, des espaces et lieux accueillant les rencontres, séminaires et conférences, des salles de cinéma, théâtres, musées et espaces et lieux de spectacles, des espaces et lieux de célébration de cérémonies et événements à caractère national et local, des salles, salons et foires d'exposition et enfin des salles des fêtes et des hammams.

Le gouvernement annonce, comme deuxième mesure, l'intensification des opérations de vaccination des fonctionnaires et de certains corps administratifs et organismes publics, ainsi que d'autres professions des secteurs des services et du Commerce, censées être à la locomotive de la campagne vaccinale, et qui sont les plus vulnérables ou être les plus porteurs d'infection. Le gouvernement fait allusion aux soignants et aux enseignants dont le taux de vaccination ne dépasse pas 30 % à l'échelle nationale.

La troisième mesure prise par l'Algérie pour faire face à la flambée de la pandémie de Covid-19 est le renforcement des opérations de contrôle, afin d'assurer le strict respect des mesures prises, notamment le port obligatoire du masque, l'hygiène des mains et la distanciation physique, ainsi que la «stricte application des différents protocoles sanitaires, avec la mise en place ferme de sanctions administratives et pénales à l'encontre des contrevenants».

Ces mesures, qui s'inscrivent dans une démarche de l'adaptation régulière du dispositif de gestion de la crise sanitaire, visent



PH/E. Soraya/J. A.

aussi à «éviter le recours aux mesures de restrictions de la mobilité ou de suspension d'activités économiques, commerciales et sociales ou encore de confinement à domicile», précise le communiqué.

Le gouvernement réitère ses appels à la discipline et la responsabilité collective pour le respect des gestes barrières, en particulier pour ce qui est de l'exigence du port obligatoire du masque de protection, les mesures d'hygiène et la distanciation physique et exhorte les

citoyens et citoyennes, non encore vaccinés, à participer massivement aux campagnes de vaccination. Les mesures de ce

dispositif de protection et de prévention sont applicables pour une durée de dix jours à compter d'hier.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures 261 nouveaux contaminés et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus que le bilan d'hier (7), portant à 6 238 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 261 cas, soit 17 cas de moins par rapport au bilan d'hier (278), pour atteindre, au total, 216 637 cas confirmés.

R. N.

Tourisme de montagne à Tizi Ouzou

Un fort potentiel inexploité et livré à des non professionnels

Connue par son fort potentiel touristique montagnard, la wilaya de Tizi Ouzou peine à le développer et à en tirer un bénéfice profitable aux collectivités locales. En effet, les potentialités touristiques des montagnes de Kabylie demeurent inexploitées, pendant que certains, pas forcément des professionnels du secteur du Tourisme, tirent des profits sans le moindre respect des normes de tourisme de montagne. Ni l'organisation nécessaire, ni la protection de ces milieux naturels pouvant constituer des destinations mondiales de tourisme climatique ne sont mises en place. Devant la forte demande en la matière, à la faveur du recours au tourisme intérieur face à la crise sanitaire mondiale du Covid-19, des amateurs de tourisme, au souci purement financier et sans tenir compte de toutes les clauses liées à une



exploitation saine et réglementaire, ont fait intrusion dans le domaine. Les responsables en charge des parcs naturels, essentiellement forestiers et montagnards relevant du territoire de la wilaya de Tizi Ouzou, dotés de moyens humains et matériels réduits, tentent tant bien que mal de limiter les dégâts occasionnés par ce tourisme de masse,

contre-indiqué sur de tels sites. Les montagnes et les forêts de Kabylie commencent même à vivre l'impact de ces activités qui sont loin du minimum des conditions requises. Des voix s'élèvent ici et là pour mettre de l'ordre et sévir contre les initiateurs de ce tourisme dévastateur de la nature, d'autant plus que certains le pratiquent au su et au vu de tout

le monde. Certains amoureux de la nature proposent même des feuilles de route pour anticiper face à la demande sans cesse grandissante en matière de tourisme climatique, suite aux meilleures conditions sécuritaires retrouvées après les années de terrorisme. Pour eux, il n'est pas trop tard pour organiser et réglementer ces activités en intégrant des compétences parmi ces mêmes amateurs fortement sollicités à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notamment parmi la communauté nationale établie à l'étranger. Les montagnes du Djurdjura, les forêts de l'Akfadou et de Mizrana, peuvent devenir des sources de revenus pour de nombreuses familles et de fiscalité pour les communes qui les abritent. Cela permettra même d'entraîner le développement des activités liées à l'artisanat et aux produits du terroir qui connaissent un

essor ces dernières années mais butent sur la commercialisation. Mieux, certains se lancent déjà dans les gîtes et les maisons d'hôtes pour rentabiliser les somptueuses maisons inhabitées dans les villages de Kabylie. L'implication des élus locaux pour organiser le tourisme de montagne est plus que nécessaire, face aux menaces que peut engendrer la persistance de cette activité clandestine échappant à tout regard ou contrôle de l'autorité habilitée. La conjugaison des efforts des amoureux de la nature, des professionnels et des autorités peut encadrer toutes ces activités et donner naissance à l'industrie du tourisme comme une alternative aux autres industries que l'on tente, depuis des décennies, d'ancrer vainement dans la région, d'autant plus que tous ces ingrédients sont réunis.

Hamid Messir

Poudre de lait

«Le gel de l'importation a permis d'améliorer la traçabilité dans la filière»

■ *Après plusieurs mois de gel des importations de la poudre de lait, le gouvernement a annoncé sa levée la semaine dernière. Selon un responsable au ministère de l'Agriculture, «cette pause a été bénéfique, car elle a permis de mettre à jour le fichier des importateurs, créer une plateforme pour recevoir leurs dossiers et établir les dérogations d'importation le jour même».*

Par Thinhinane Khouchi

S exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Imad Idres, directeur des services vétérinaires au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, est revenu sur la période où l'importation de la poudre de lait a été gelée. Il a indiqué, à ce propos, que «cet arrêt a permis d'améliorer la traçabilité dans la filière, mais également de mettre à jour le fichier des importateurs, créer une plateforme pour recevoir leurs dossiers et établir les dérogations d'importation le jour même». Idres a tenu à préciser que «le gel n'a jamais touché l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) qui n'a pas arrêté les importa-



tions, donc il n'y a pas de manque sur le marché», affirmant que durant ce gel «plusieurs quantités de poudre de lait, qui étaient en souffrance au niveau du port et qui occasionnaient des surestaries au Trésor public, ont été débloquées et mises sur le marché». «Cette mesure a permis d'établir la traçabilité de la poudre de lait importée, car actuellement il y a 3 catégories d'importateurs : d'abord l'Onil, qui approvisionne quelque 130 laiteries privées et les 15 laiteries publiques du Groupe Gipilait, il y a ensuite les importateurs transformateurs, puis les importateurs revendeurs», a poursuivi Imad Idres. Il a rappelé que «l'Algérie a importé entre 400 et 500 000 tonnes de poudre de lait en 2020, pour une facture d'un mil-

liard 200 millions de dollars. Les importations de l'Onil couvrent près de 48 % de cette quantité. Le reste est réparti entre les importateurs transformateurs et les importateurs revendeurs». En outre, il a précisé qu'«avec les mécanismes d'incitation aux producteurs de lait cru, la part de la collecte de ce produit a atteint 800 millions de litres», annonçant qu'à travers sa nouvelle politique, «le ministère de l'Agriculture compte encourager davantage la collecte de lait cru et sa transformation, car la production annuelle est estimée à 3,5 milliards de litres». «Le ministre a donné des instructions fermes pour lutter contre l'abattage des femelles», a assuré Imad Idres sur les ondes de la Radio nationale. Cette pratique sera désormais sévèrement punie :

«Les contrevenants à l'interdiction d'abattre les femelles seront poursuivis au pénal», a précisé le responsable, qui a avoué qu'actuellement il faut «repeupler» les troupeaux, en recourant «à l'importation et aux pépinières de génisses locales». Le département de l'Agriculture compte également lancer un programme d'insémination qualifié d'«ambitieux» par le directeur des services vétérinaires, puisqu'il s'agit d'«introduire la vèle entre 12 et 18 mois». Autre mesure jugée importante : «Obliger les éleveurs à assurer le cheptel, notamment contre la mortalité», a indiqué le responsable. «Ceci vise à assurer une meilleure traçabilité de tous les cheptels», a précisé le directeur des services vétérinaires au ministère de l'Agriculture. T. K.

LA QUESTION DU JOUR

L'année des incendies

Suite de la page une

Les grands incendies de cet été, dont la Kabylie a été la principale victime, lui resteront en revanche associés pour des années encore, alors même qu'il ne s'est pas passé d'été sans que les feux se déclarent ici et là dans le pays. Ce qui a fait des feux de l'été 2021 un drame particulier, c'est d'une part leur extension, la rapidité avec laquelle ils se sont répandus, le nombre des victimes humaines et des villages qu'ils ont consumés, et de l'autre le contexte politique dans lequel ils se sont déroulés. Il régnait dans le pays, pas seulement donc en Kabylie, une atmosphère délétère, toujours entretenue par le hirak, qui pourtant était déjà retombé, qui a fait d'une catastrophe naturelle un enjeu politique. Un mélange des genres, une contamination réciproque de deux sphères qui jusque-là étaient parfaitement séparées, dont va découler une scène atroce : le lynchage de Djamel Bensmail à Larbaa Nath Irathen le 11 août de cette année. Un acte terroriste aux allures d'acte de folie, en tant que tel prémédité, quand bien même il aurait été improvisé dans le feu de l'action, qui a été non sans de bonnes raisons imputé au Mak, l'instrument du Maroc et d'Israël. Les menées du Mak et les incendies de Kabylie ont conduit à la rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie le 24 août sur initiative de cette dernière. Tout est parti de la déclaration du représentant marocain aux Nations unies, dans laquelle il apportait le soutien de son pays à l'auto-détermination de la Kabylie, une revendication portée en Algérie par le seul Mak. Le vrai tournant, ce sont les propos du représentant marocain. Tout le reste a pour ainsi dire coulé de source : le rappel de l'ambassadeur algérien au Maroc, la rupture consommée entre les deux pays, l'abandon de Medgaz, et l'attaque marocaine de Bir Lahlou, une agression caractérisée causant la mort de trois innocents camionneurs algériens.

M. H.

Finances /Réseau La Cnep-banque compte ouvrir au moins huit nouvelles agences par an

Le réseau de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) devrait se renforcer annuellement par huit nouvelles agences au moins, d'ici à 2024, a indiqué, hier à Alger, son directeur général, Samir Tamrabet. «Dans le cadre du programme tracé par la banque sur trois ans, nous allons ouvrir entre huit et douze agences par an, avec un déploiement notamment dans le Sud et les Hauts-Plateaux», a déclaré M. Tamrabet à la presse, en marge de l'inauguration d'une nouvelle agence Cnep-banque à Draria. A travers ce plan, la Cnep-banque, qui compte désormais 220 agences, veut améliorer le taux de bancarisation dans les différentes wilayas du pays, tout en modernisant ses prestations, souligne le directeur. Par ailleurs, M. Tamrabet a affirmé la volonté de cette banque publique, connue par le financement de logement, de conquérir de nouveaux segments sur le marché, notamment celui des artisans et des professionnels. «Nous allons s'étendre maintenant vers le commerce et le financement de l'exploitation (crédits à court terme destinés à combler les décalages de trésorerie qui se produisent durant le cycle d'exploitation des entreprises)», a-t-il expliqué.

Hocine N.

Agriculture/La part du Sud à la production nationale s'élève à 25%

Sahara : la nouvelle Mitidja ?

La contribution des wilayas du Sud à la production agricole nationale est de 25,7 %, a affirmé, hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Dans son allocution à l'ouverture des travaux du 9^e Congrès de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa), le ministre a indiqué que le secteur de l'Agriculture contribuait à hauteur de 73 % à la couverture des besoins alimentaires nationaux, marquant une nette évolution au cours des dernières années. Conformément aux

chiffres avancés par le ministre, la contribution du secteur de l'Agriculture à la production nationale est estimée actuellement à 25,6 milliards de dollars, de par son classement parmi les principaux secteurs générateurs d'emploi, avec un total de 6,2 millions de travailleurs. Le secteur de l'Agriculture œuvre actuellement à appliquer une feuille de route à l'horizon 2024 avec de nouvelles orientations, dont le développement des filières stratégiques et des produits de large consommation, notamment les céréales, les légumineuses et le

lait, la promotion de l'agriculture saharienne, outre le développement des arbres fruitiers résistant à la sécheresse et l'exploitation rationnelle du foncier agricole. La feuille de route prévoit également l'accompagnement des professionnels par les Chambres d'agriculture et l'organisation des opérateurs dans le cadre de coopératives agricoles, en sus de la lutte contre la bureaucratie, à travers la facilitation des mesures administratives. Les travaux du 9^e Congrès de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa) ont débuté hier, avec la

participation des délégués des différentes wilayas du pays. La séance d'ouverture de cette rencontre de deux jours s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Ce 9^e congrès sera marqué notamment par l'élection des membres du Conseil national et du secrétariat général. L'UNPA avait tenu son 8^e Congrès en mars 2014, avec la participation de plus de 700 délégués de différentes wilayas du pays.

Meriem B.

Oran

Journée «Regards croisés sur l'épidémie de Covid-19»

■ Une journée scientifique sur le thème «Regards croisés sur l'épidémie de Covid-19» sera organisée, demain à Oran, par l'Association Santé Sidi El Houari (SDH), a-t-on appris, dimanche, auprès de cette structure.

Par Hamid F.

Organisée en partenariat avec la Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc), cette journée est une action du projet de SDH,

Début hier des travaux 18e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur

Les travaux de la 18^e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont débuté dimanche au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal.

Cette conférence, organisée sous le thème «l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le monde arabe à l'horizon 2030 : vision et orientations», en partenariat avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (Alesco), s'étalera sur trois jours. Les participants à cette rencontre qui se tiendra au niveau des experts durant les 2 premiers jours et au niveau ministériel au troisième jour, aborderont plusieurs thèmes liés à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique dans le monde arabe. Des thèmes relatifs à la mise en place d'indicateurs de performance régionaux de l'intelligence artificielle, le plan d'action de la recherche scientifique arabe dans les domaines culturel, social et économique et l'exploitation de la technologie «blockchain» dans l'enseignement, seront également abordés. Cette conférence permettra, par ailleurs, d'examiner les aspects communs entre les systèmes d'enseignement supérieur dans les pays arabes et de mettre en place des approches et des perspectives futures pour promouvoir et développer le système éducatif dans le monde arabe. Pour rappel, la 17^e Conférence, tenue en Egypte en décembre 2019 sous le thème «l'intelligence artificielle et l'enseignement : défis et enjeux», a été couronnée par une série de recommandations, dont la nécessité d'appuyer la recherche, le développement et l'innovation en matière d'intelligence artificielle et d'enseignement et l'introduction de l'intelligence artificielle dans les programmes d'enseignement, en sus de l'élaboration de programmes d'enseignement dans les universités adaptés aux progrès attendus au titre de la 4^e révolution industrielle.

Kamel L.

«Covid-19, la riposte citoyenne», faisant partie du programme national «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie», porté par le ministère de la Santé et le PNUD et financé par la délégation de l'UE en Algérie.

La manifestation a pour objectif de proposer une tribune d'échange et de partage des points de vue des professionnels et bénévoles engagés dans la lutte contre la pandémie de Covid-19. «Nous proposons de réfléchir ensemble sur une réalité tant controversée pour mettre en lumière les réalités vécues par les principaux protagonistes à partir des témoignages pluriels», a souligné l'association dans un communiqué.

Il s'agit également d'interroger les cliniciens et thérapeutes, les épidémiologistes, les urgentistes mais aussi les sociologues, psychologues et la société civile, et toutes autres actrices et acteurs sur cette pandémie.

Au programme figurent deux panels : le premier médico-sanitaire et le second socio-sanitaire. Les experts débattront des retombées de la pandémie sur le plan sanitaire mais aussi sur les plans social, économique et psychologique. Pour rappel, le pro-

jet de SDH, «Covid-19, la riposte citoyenne», a pour objectifs d'informer, conscientiser et mobiliser les citoyens pour favoriser l'engagement au profit d'une riposte participative à la pandémie de Covid-19. Les messages principaux portent sur les modes de transmission, les mesures barrières et l'encouragement à la pratique vaccinale. Depuis le lancement du projet en août 2021,

44 jeunes leaders de quartiers et animateurs associatifs ont été formés et mobilisés sur la thématique de la riposte et de la prévention à cette pandémie par une campagne d'information et de sensibilisation, a-t-on noté de même source. Trente parmi eux ont été formés à la production d'un kit multimédia (2 spots vidéo, un spot audio, un spot 3D, une pièce de théâtre interactive

et un dépliant éducatif) sur l'éducation et l'animation contre la pandémie Covid-19. Les jeunes formés ont animé 68 activités et stands d'information et de sensibilisation, touchant plus de 4 822 citoyens oranais. Une large campagne sur le Net a touché plus de 10 000 utilisateurs de réseaux sociaux, a fait savoir l'association.

H. F.



Tipasa/2021

Une année de défis pour gérer la crise de l'eau

2021 aura constitué une année de défis et d'enjeux pour la wilaya de Tipasa face à la crise de l'eau, en raison d'un déficit en la matière estimé à 100 000 m³/jour.

En effet, le début de l'année 2021 n'a pas été une sinécure pour les responsables en charge du secteur des Ressources en eau à Tipasa, en raison du grand déséquilibre enregistré entre les besoins locaux en eau (près de 274 000 m³/j) et le volume mobilisé (174 000 m³), suite au déficit pluviométrique, mais surtout à la baisse considérable du niveau du barrage Boukerdane, à 3,5 millions de m³ à la fin 2020, contre une capacité théorique estimée à 105 millions de m³.

Pour faire face à cette situation, les autorités de Tipasa avaient décidé, début 2021, de mettre fin au système d'alimentation en eau potable en H24 dans plusieurs communes, avec le lancement d'un Plan d'urgence portant réalisation de 40 puits artésiens, d'une capacité de production globale de 50 000 m³/j. Les projets dont la livraison s'est faite progressivement à partir des mois de mars et mai, ont fortement contribué à la résolution de la pénurie, parallèlement au relèvement du quota de la wilaya en eau potable produite au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer de Fouka de 40 000 à 60 000 m³/j.

Le mois de septembre a vu, en outre, l'annonce officielle du raccordement des communes de la partie Ouest de Tipasa, les plus touchées par les coupures d'eau, à la station de dessalement de l'eau de mer de Fouka, après l'arrêt du pompage des

eaux du barrage de Boukerdane, dont le niveau a reculé à des taux records de 500 000 m³.

Parallèlement à ces mesures, les autorités locales ont procédé, en octobre dernier, à la remise en exploitation de la station de pompage d'eau de l'Oued Nadhor vers le barrage de Boukerdane, à partir de la retenue collinaire de l'Oued Nadhor, une station qui était à l'arrêt durant cinq ans en raison de problèmes techniques.

Une décision qui va permettre la mobilisation de 18 millions m³ d'eau/an, au profit du barrage Boukerdane à Sidi Amar, lequel semble quelque peu revenir à la vie, suite aux dernières précipitations ayant porté son niveau de remplissage à 7 millions de m³.

En attendant le projet de transfert hydrique du barrage Kef Eddir

Dans le cadre des mesures d'aplanissement de la crise de l'eau à Tipasa, l'année 2021 aura également été le théâtre d'une véritable course contre la montre pour le lancement du projet de transfert hydrique du barrage Kef Eddir (Damous), réceptionné en 2017.

Un projet sur lequel beaucoup d'espoirs sont fondés pour venir à bout du problème de pénurie d'eau potable et de l'irrigation agricole dans la wilaya de Tipasa, voire même d'un nombre de communes des wilayas d'Aïn Defla et Chlef.

Le projet n'a toutefois pas encore vu le jour et fait toujours l'objet de reports.

Après l'annonce du lancement de son chantier pour juillet, puis août dernier, suite à la sélection de l'entreprise nationale Cosider Canalisations pour sa réalisation, les travaux du projet ont encore été reportés pour des raisons liées notamment à des procédures techniques relatives aux délais et à l'indemnisation des propriétaires terriens et autres oppositions, selon la direction locale des ressources en eau.

En septembre dernier, une décision a été prise pour réduire les délais de réalisation de ce projet de 27 à 21 mois, au plus tard, avec l'entame de sa livraison par tranches, dans une année. Ce projet d'«envergure» prévoit la réalisation de 110 km linéaires de conduites, à travers 11 communes de Tipasa, dont des zones d'ombre, en plus d'autres localités relevant des wilayas d'Aïn Defla et Chlef.

A cela s'ajoute la réalisation programmée d'un nombre d'installations, dont une station de traitement des eaux d'une capacité de production de 210 000 m³/jour, en plus de 11 stations de pompage et 13 réservoirs d'eau.

Le projet du barrage Kef Eddir, considéré parmi les projets structurants en Algérie, est doté d'une capacité théorique estimée à 125 millions de m³.

Sa réalisation avait été lancée en 2006 par une entreprise italienne, dont le contrat avait été résilié en 2011, puisque les engagements n'avaient pas été tenus.

Il a été ensuite confié à l'entreprise Cosider qui a livré le projet à l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) en 2018.

Hasna C./APS

CNMA-ANADE

Prochaines journées d'information au profit des jeunes porteurs de projets

■ Des journées d'information et de sensibilisation au profit des jeunes porteurs de projets seront organisées prochainement par la Caisse nationale de la mutualité agricole (Cnma) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade), a indiqué, dimanche, la Cnma dans un communiqué.

Par Salem K.

L'objectif de ces manifestations sera d'expliquer les démarches à entreprendre en vue de la création, du développement et de l'assurance des activités des jeunes porteurs de projets, selon la même source.

La Cnma et l'Anade visent, à travers ces journées, «l'éclosion de jeunes chefs d'entreprise du secteur agricole, agroalimentaire et de la production de la terre».

«La Cnma sera présente, en partenariat avec l'Anade, pour concrétiser le projet ambitieux d'aide, de soutien, d'accompagnement et de développement de projets nés de l'initiative de jeunes entrepreneuses et entrepreneurs dans le secteur agricole», est-il indiqué dans le communiqué.

«Acteur central du monde rural et plus largement économique, la Cnma sera partie prenante de bout en bout de ce processus dynamique de développement novateur et d'investissement», assure la compagnie d'assurance.

L'objectif affiché par la mutualité et ses partenaires, poursuit le communiqué, est d'installer dans la durée des programmes d'accompagnement et d'amélioration des performances techniques dans le domaine des assurances agricoles et la prévention des risques inhérents.

Cet accompagnement recouvre aussi l'assistance et

l'appui à la gestion des risques et l'expertise agricole à travers son «vaste et opérationnel» réseau de caisses régionales et de bureaux locaux, «un réseau fort d'un maillage de 68 caisses régionales et 533 bureaux de proximité». «Ce soutien effectif de la Cnma assurera un meilleur accompagnement, un suivi rigoureux des projets d'investissement agricole, grâce notamment à une protection assurantielle, une sécurisation des revenus générés par les futures exploitations et l'adhésion volontaire à l'assurance agricole, seule garante de l'efficacité d'une telle démarche», note encore le document.

S. K.



Wilayas/Promotion

2021, un nouveau découpage territorial pour doper le développement local

La promotion de dix circonscriptions administratives dans le sud du pays en wilayas à part entière a marqué l'année 2021 comme démarche stratégique des pouvoirs publics pour réaliser un développement socio-économique local, adapté aux spécificités de chaque région du pays.

Conformément à la loi relative à l'organisation territoriale du pays, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé, le 21 février 2021, d'opérer un nouveau découpage territorial et promouvoir au rang de wilaya les circonscriptions administratives de Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djinet, El M'Ghair, et El Menia.

Aujourd'hui, les nouvelles wilayas bénéficient d'une réelle opportunité pour réaliser un développement local en exploitant les divers leviers prometteurs dont elles disposent.

Tant attendu par les populations du sud du pays, le nouveau découpage territorial vise à rapprocher l'administration du citoyen dans les régions sahariennes, caractérisées par de vastes et éparses étendues. Il a ainsi permis de raccourcir des milliers de kilomètres entre les communes et les chefs-lieux de wilayas du Sud.

L'objectif étant d'améliorer le service public et de réaliser les aspirations des citoyens en matière de développement local, selon les principes de la démocratie participative prévus par la Constitution.

La démarche permettra de

réduire sensiblement les disparités régionales et sociales, et assurer une meilleure fixité des populations, puisque la gestion de plusieurs opérations de développement dans divers secteurs, notamment ceux ayant un rapport direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens, la santé, l'habitat, l'éducation et les travaux publics, sera décentralisée, s'accordant à dire des spécialistes et universitaires de la région du sud du pays.

L'adaptation du développement local aux nécessités et spécificités de chaque région devrait être concrétisée avec la mobilisation de toutes les capacités pour lancer des projets dans divers secteurs notamment stratégiques, tels que l'Energie, l'Agriculture, l'Industrie, le Tourisme, susceptibles de générer de l'emploi et de la richesse, sans omettre l'investissement dans les ressources humaines, soutiennent-ils.

Conférer de larges prérogatives aux APC et APW

Pour autant, la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles et la bonne gestion des dépenses publiques s'avèrent néanmoins nécessaires pour répondre aux besoins socio-économiques des citoyens des wilayas promues, recommandent des universitaires du sud du pays.

Les élections locales du 27 novembre 2021 s'inscrivent dans ce cadre, puisqu'elles visent la rationalisation et la bonne gouvernance de la gestion publique au niveau local, ainsi que l'adop-

tion d'une nouvelle vision permettant à la collectivité locale de créer de la richesse et de contribuer au développement économique national.

Le président de la République, en marge de l'accomplissement de son devoir électoral en novembre dernier, avait mis en avant l'importance de cette échéance nationale, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre du parachèvement de l'édification des institutions de l'Etat élues. Le chef de l'Etat avait alors souligné que les APC et APW sont les institutions étatiques de base auxquelles il faut conférer de larges prérogatives.

Les nouveaux élus locaux sont ainsi appelés à créer une nouvelle dynamique dans le développement local et à soutenir les communes dans la gestion de ressources locales, sans oublier l'exploitation de l'ensemble des moyens juridiques et matériels offerts à la collectivité locale.

Les APW sont mieux à même de connaître les besoins des populations et les capacités humaines et matérielles de chaque commune, d'où une amélioration de leur prise en charge.

A l'effet d'assurer un financement «stable» des collectivités locales, «il est impératif d'ouvrir les chantiers de réforme de la fiscalité locale dans les plus brefs délais», avait précisé en septembre le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, lors de la rencontre gouvernement-walis.

Le financement du budget des collectivités locales avec des recettes permanentes est fonda-

mental, voire impératif. De même pour la réforme des taxes imposées sur le foncier qui est une autre alternative pour assurer un financement stable des communes, en sus de la révision des autres taxes et le renforcement du volet recouvrement, avait développé M. Benabderrahmane.

Révision radicale de la gestion des collectivités locales en 2022

Les réformes fiscales et financières devraient donc intervenir dans le sillage de la révision des codes communal et de wilaya.

A ce titre, le président de la République a annoncé «une révision radicale» des modes de gestion des collectivités locales au cours de l'année 2022, qui va inclure les codes communal et de wilaya.

La révision des codes communal et de wilaya devrait intervenir, selon le chef de l'Etat, à l'effet de conférer davantage de prérogatives aux élus locaux et les doter d'outils leur permettant d'honorer leurs engagements devant les citoyens qui les ont choisis pour la gestion de leurs affaires.

Il avait, à ce titre, indiqué qu'il était temps que l'Etat renonce à certaines prérogatives centrales en les attribuant aux élus locaux.

La révision des codes communal et de wilaya, avait souligné le Chef de l'Etat, vise à opérer un changement radical dans la gestion des communes, «principale cellule» de la nouvelle République, estime le président de la République.

Iham N.

Expo 2020 Dubaï

Le pavillon algérien organise la semaine «Energies du futur»

Le pavillon algérien à l'Expo 2020 Dubaï (Emirats arabes unis) organise, en collaboration avec le groupe Sonatrach, à partir de mercredi prochain, une semaine ouverte sur le secteur de l'Energie en Algérie, intitulée «Energies du futur», ont indiqué, hier, les responsables du pavillon.

«Le pavillon Algérie accueille Sonatrach, à l'occasion de la semaine "Energies du futur", du 29 décembre 2021 au 3 janvier 2022», selon une publication sur la page Facebook officiel du pavillon.

Une «importante» délégation de Sonatrach, représentant différents départements du Groupe (hydrocarbures, énergies renouvelables, transformation énergétique...), sera présente lors de cette manifestation.

Dans le cadre de la semaine «Energies du futur», des rencontres B2B seront également organisées, précise la même source.

R. E.

Société

Promouvoir les actions de solidarité pour venir en aide à toutes les catégories nécessiteuses

■ Les participants à une rencontre organisée samedi à Alger par l'association caritative «Kafil El Yatim», ont appelé à la promotion du bénévolat et des actions de solidarité pour venir en aide aux franges nécessiteuses de la société, notamment les orphelins et les veuves.

Par Lyes B.

Les participants à cette rencontre tenue à l'occasion du 10^e anniversaire de la création de l'association caritative «Kafil El Yatim», ont souligné l'importance d'intensifier les efforts de prise en charge des franges nécessiteuses, notamment les orphelins, les veuves et les personnes aux besoins spécifiques.

Ils ont également mis en avant la nécessité d'encourager les actions caritatives et de lancer des projets pour la création de postes d'emploi permanents, la réalisation du développement durable et la lutte contre la pauvreté.

Présent à l'évènement, le conseiller du président de la République, chargé des zaouias et des associations religieuses, Aissa Belakhdar, a insisté, dans une allocution prononcée à l'occasion, sur l'importance d'«associer la société civile dans le processus de développement», ajoutant que cette entreprise

«nécessite la mobilisation des moyens et des facilitations permettant aux associations de s'acquitter de leurs missions, à savoir la promotion de la créativité et de l'innovation dans la société, en sus de l'établissement d'une économie basée sur la connaissance». M. Belakhdar a rappelé, dans ce sens, la nécessité de promouvoir «le bénévolat et la solidarité envers les catégories vulnérables de la société, notamment les orphelins et les veuves, leur offrant une prise en charge sanitaire, sociale et éducative».

Pour sa part, le représentant du ministère de la Solidarité nationale, Kamel Belalia, a mis en exergue le rôle des associations activant dans le domaine, les qualifiant de «partenaire important» du secteur de la Solidarité nationale.

«Plus de 100 associations activant en la matière ont contribué à la réalisation de 170 centres d'accueil d'enfants handicapés et autistes, permettant ainsi de prendre en charge plus de 10 000 enfants», a-t-il rappelé.

De son côté, le commandant général des anciens des Scouts musulmans algériens (SMA), Mustapha Saâdoun, a évoqué le partenariat avec l'association «Kafil El Yatim» dans le cadre d'une convention conclue entre les deux parties dans l'objectif de promouvoir l'action sur terrain et du bénévolat, en vue d'«une prise en charge efficace des orphelins et des handicapés et du renforcement des actions caritatives».

A cette occasion, le président de l'association «Kafil El Yatim», Rabah Larbaoui, a relevé les actions caritatives menées par son association pour la prise en charge des orphelins et des veuves, appelant à «la poursuite de ces actions et au renforcement des initiatives caritatives à travers l'élaboration de projets bénéfiques à ces catégories sociales vulnérables».

Le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Abderrezak Guessoum, a insisté sur l'impérative prise en charge des enfants orphelins,



compte tenu de l'importance de cette question sur les plans religieux et social, plaidant pour la poursuite de l'action en vue de prendre en charge cette catégorie nécessitant «une éducation saine et une prise en charge sanitaire et sociale». La rencontre a été ponctuée par des interventions portant sur des questions relatives à l'enseignement, la santé, la communication

et les moyens permettant de lutter contre le chômage, outre l'implication de la femme rurale dans le développement.

A cette occasion, l'association «Kafil el Yatim» a distingué le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour son appui à l'action associative au profit des enfants orphelins et des catégories sociales vulnérables. L. B.

Constantine

178 atteintes aux ouvrages gaziers enregistrées entre janvier et novembre derniers

Plus de 178 atteintes aux ouvrages gaziers de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz naturel (Sadeg) de la circonscription administrative de Ali-Mendjeli (Constantine) ont été enregistrées de janvier à novembre de l'année en cours, a-t-on appris hier, de la chargée de communication de cette entreprise.

«Ces agressions ont privé 13 200 familles de gaz et causé de nombreux désagréments aux abonnés, en plus des dégradations de l'environnement et des perturbations dans la qualité et la continuité du service», a précisé M^{me} Ouahiba Takhrist, relevant qu'en novembre dernier les cas d'agressions sur les ouvrages gaziers ont doublé, comparé au même mois de l'année 2020. Elle a, dans ce sens, détaillé qu'en novembre dernier, 14

ouvrages gaziers ont fait l'objet d'agressions dans des zones relevant de la compétence de la Sadeg Ali-Mendjeli, contre 7 agressions enregistrées durant la même période de l'année passée, indiquant que ces cas ont privé 900 familles de gaz. La même responsable a souligné qu'au nouveau pôle urbain des 4000 logements dans la commune d'Ain Abid, quatre agressions sur des ouvrages gaziers, commises par des entreprises de travaux, ont été enregistrées en deux jours, alors que trois cas similaires ont été recensés à la circonscription administrative Ali-Mendjeli, deux dans la commune d'Ouled Rahmoune et une agression sur ouvrage gazier dans la commune d'Ibn Badis et la localité de Bounouara (El Khroub) notamment. M^{me} Takhrist, rappelant que de vastes campagnes de sensibilisation sont

périodiquement organisées par la Sadeg, à l'adresse aussi bien des entreprises de travaux publics et privées que des citoyens pour prévenir des dangers liés aux agressions des réseaux souterrains et aériens du gaz et de l'électricité, a exhorté les concernés à se rapprocher des services de la Sadeg pour toute information concernant les ouvrages gaziers et d'électricité. La même source a relevé qu'il est question aussi, lors des campagnes de sensibilisation, d'une mise en garde des entreprises contre les conséquences pouvant découler des agressions des réseaux gaziers et d'électricité, rappelant que les ouvrages gaziers et d'électricité sont protégés en vertu de l'arrêté interministériel du 14 juin 2011 fixant les limites, conditions et les modalités d'occupation du périmètre de protection autour des instal-

lations et infrastructures de transport et de distribution d'électricité et de gaz. M^{me} Takhrist a ajouté que la Sadeg assure aux citoyens ainsi qu'aux entreprises un accompagnement lors des travaux, en les dotant des itinéraires des réseaux gaziers souterrains afin d'éviter tout désagrément ou dommages, indiquant que ce genre d'agression porte préjudice à l'entreprise et constitue un danger menaçant les travailleurs des chantiers et même les riverains. Par ailleurs, la même responsable a signalé que depuis janvier dernier, trois actes de vandalisme commis par des inconnus ont visé des installations relevant de la compétence de la Sadeg, dont deux cas à la circonscription administrative Ali-Mendjeli et un troisième dans la commune d'Ain Abid.

Samy Y.

Nâama

Une caravane pour la promotion touristique des régions de Tiout et Moghrar

Une caravane de promotion touristique a pris le départ vers les régions de Tiout et Moghrar, dans le cadre d'une initiative de l'association des anciens Scouts musulmans algériens (SMA) pour faire découvrir les potentialités naturelles de la wilaya de Naâma, avec l'implication des collectivités locales et de la société civile, a-t-on appris des organisateurs. La caravane a été lancée de l'oasis de Tiout, qui

regorge d'atouts naturels et vestiges historiques, dont la station de gravures rupestres, découverte en avril 1847. Des membres des SMA, des membres du mouvement associatif, des agences de voyages et de tourisme locales ainsi que des hôteliers, prennent part à cette initiative visant à sensibiliser les citoyens sur la nécessité de préserver la propriété de ces sites et de les protéger. Il s'agira également d'accompagner les

efforts du secteur du Tourisme dans la wilaya pour valoriser ces lieux au vu de leur place sur les plans historique, culturel et touristique. L'activité de cette caravane se poursuivra deux jours durant avec la visite du Ksar et Kalâa de Cheikh Bouamama, de l'oasis de Moghrar Tahtani, de son ancien palais et d'autres zones archéologiques. Des brochures seront distribuées pour présenter les composantes du tourisme dans la wilaya et fournir

des informations sur les atouts touristiques pour les familles et les touristes qui ont opté pour ces lieux comme destination durant les vacances scolaires d'hiver, a-t-on indiqué. De leur côté, les habitants de la région de Tiout ont appelé à réactiver et dynamiser le tourisme intérieur ainsi que la protection des stations des gravures rupestres qui font l'objet de dégradation en raison de leur non classification en tant que patrimoine protégé.

Dans ce contexte, le responsable du service de la promotion des programmes et activités d'investissement touristique de la Direction locale du tourisme, Sofiane Boudaoud, a évoqué le rôle joué par les opérateurs du secteur du Tourisme, les agences de voyages et les associations concernées par la relance du tourisme et la promotion des destinations de l'intérieur du pays.

A. Y.

Concert de musique symphonique à la salle Atlas

L'Orchestre des jeunes d'Algérie enchante le public

■ Une effervescence inhabituelle, créée par un public nombreux d'enfants accompagnés de leurs parents, a marqué la salle Atlas, à Alger, lors d'une soirée musicale animée samedi par l'Orchestre des jeunes d'Algérie (OJA). Dirigé par le maestro Salim Dada, soutenu par la Chorale polyphonique «Icosium» sous la direction de Mohamed Mehanek, cette formation musicale a réussi à créer une ambiance festive.



Par Abla Selles

En effet, deux concerts, un pédagogique destiné à l'éducation musicale des enfants et leur initiation à la musique classique universelle et l'autre pour adultes, ont été animés par

l'OJA, marquant ainsi la clôture de la troisième session nationale du stage musical programmé du 17 au 25 décembre, au village des artistes à Zeralda, ainsi qu'à Médéa et à Alger.

La cinquantaine de musiciens représentant une partie de l'OJA, ainsi que la quarantaine de cho-

ristes d'Icosium, ont exécuté un programme consistant, à travers lequel les enfants ont eu, durant plus d'une heure, l'opportunité de s'initier à la musique symphonique et découvrir la structure d'un orchestre de musique classique. Les atmosphères solennelles propres à la musique clas-

sique n'ont pas fait la priorité de Salim Dada, devenu, le temps d'une prestation, enseignant et pédagogue, expliquant aux enfants les rudiments de la musique symphonique, en s'attardant sur la présentation des familles d'instruments classées par pupitres et l'identification de leurs différentes sonorités.

Interagissant avec le maestro, le public de chérubins s'est évertué à battre avec les mains, la mesure de la pièce «Africana» (ou Hymne des travailleurs africains), composée en 2018 par Salim Dada sur un texte de Azeddine Mihoubi.

Un programme pour deux concerts, contenant une dizaine de pièces, a permis au public de prendre part à un voyage onirique, revisitant le génie créatif de compositeurs célèbres, à travers la virtuosité des instrumentistes, dont les solistes Nazim Ait Yahia, Anis El Amine, Nadine Oussaad (au violon) et Abdelkader Mokhtari et Maher Kassama (au piano).

Les pièces «Palladio» de Karl Jenkins, «Concerto en Do

mineur» d'Antonio Vivaldi, «Danse macabre» de Camille de Saint Saens, «Pavane» de Gabriel Fauré et «Africana», ont figuré au programme commun des deux concerts, empreint de richesse et de variété des époques, allant du baroque au contemporain, passant par le classique.

Compositeur, musicien, musico-logue et chef d'orchestre, Salim Dada a fondé, en 2018, l'Orchestre des Jeunes d'Algérie (OJA) avec l'ambition de réunir une fois par an plusieurs dizaines de nouveaux musiciens de 15 à 35 ans de toute l'Algérie, afin de les proposer à un stage musical symphonique intense qui sera suivi de plusieurs concerts donnés dans des conditions professionnelles.

Le programme musical inclut des œuvres chambristes et symphoniques allant du baroque jusqu'au XX^e siècle, en passant par le classique, le romantisme, le jazz, les musiques de films ainsi que des œuvres contemporaines de jeunes compositeurs algériens. **A. S.**

13^e FIBDA

«Fatima, la fille du fleuve», une nouvelle BD dédiée aux victimes des massacres du 17 octobre 1961

Le bédéiste Benyoucef Abbas-Kebir a présenté, lors de sa participation au 13^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), un nouvel album intitulé «Fatima, la fille du fleuve», dédié à la mémoire des milliers de victimes des massacres du 17 octobre 1961 à Paris.

Paru aux éditions «Dalimen», cet album restitue l'histoire de la petite Fatima Beddar, le plus jeune martyr de ces massacres, victime de la barbarie coloniale, assassinée par la police française après avoir pris part à une manifestation pacifique contre un couvre-feu injuste et dont le corps a été jeté à la Seine par les hommes de Maurice Papon.

Les premières planches de cet album de 31 pages relatent l'arrivée de Fatima et de sa famille à Paris où ils se sont instal-

lés dans une banlieue, avant que la petite fille ne rencontre son amie Annie avec qui elle est scolarisée. Le hasard voudra que Fatima soit dans la classe du père de son amie, ce qui donne une amitié des plus solides entre les deux fillettes malgré les différences culturelles, jusqu'au déclenchement des manifestations du 17 octobre 1961 que le père de Fatima a participé à préparer en sa qualité de militant de la Fédération de France du Front de libération nationale. Fatima, qui souhaite participer à la manifestation, se voit interdite de le faire par sa mère qui juge qu'elle est trop jeune et qu'elle doit se concentrer sur ses études, mais la fille réussit à sortir de la maison familiale en cachette pour rejoindre les milliers de manifestants qui seront très violemment réprimés par la police française et jetés dans la Seine.

Inspiré d'une histoire vraie, «Fatima, la fille du fleuve» porte également une part de fiction afin d'éloigner l'œuvre du travail historique et de se rapprocher de la BD et du travail artistique.

L'album comporte également des planches poignantes montrant la petite Fatima se noyer dans les eaux froides de la Seine, ou des manifestants subir une violence policière atroce, en plus de la célèbre phrase inscrite sur les quais « *Ici on noie les Algériens* » et des célébrations du recouvrement de l'indépendance.

Benyoucef Abbas-Kebir qui a également annexé à son ouvrage une liste de plus de 300 noms de victimes de cette répression, a indiqué que cet album a été réalisé pour les 60^e commémorations des massacres du 17 octobre 1961 et qu'il fait suite à son ouvrage « *17 octobre 1961, 17*

bulles», publié en 2011.

Il explique par ailleurs, avoir entamé ce travail pour les commémorations en étant conscient de l'importance de ce triste événement qui donne une idée réelle de « *l'extension de la guerre de Libération nationale sur les terres du colonisateur* ».

Il a indiqué que le but de cette publication est de faire connaître aux plus jeunes ces événements historiques importants et mettre en avant la participation des plus jeunes dans l'effort de libération, rappelant son ouvrage paru en 2018 « *P'tit Omar, la révolution dans le cartable* », dédié au parcours de ce jeune héros de la bataille d'Alger, Omar Yacef, mort aux côtés de Hassiba Ben Bouali, Ali la Pointe et Hamid Bouhamidi. La 13^e édition du Fibda a pris fin dimanche soir.

M. K.

Manifestation «Ibni Moubdiaa»

Ouverture de la 4^e édition à Tissemsilt

La 4^e édition de la manifestation «Ibni Moubdiaa» (mon fils est créatif) a été ouverte, samedi, à la maison de la culture «Mouloud-Kacem-Naït-Belkacem» de Tissemsilt. La cérémonie inaugurale de cette manifestation, organisée à l'occasion des vacances scolaires

d'hiver, a été marquée par l'organisation de concours de la meilleure toile de peinture, la meilleure interprétation musicale, le meilleur article sur le thème de la coopération et le bénévolat ciblant des enfants âgés entre 8 et 13 ans. Ces jeunes artistes en herbe sont supervisés par des

responsables d'ateliers de la maison de la culture. Un spectacle de magie a été animé par l'artiste blidéen Nadjib, qui a drainé un public nombreux.

Au programme de cette manifestation, d'une durée d'une semaine, figurent des représentations théâtrales traitant de

sujets de sensibilisation et éducatifs ainsi que des spectacles récréatifs et burlesques animés par des artistes de la wilaya.

Ce rendez-vous culturel donnera également lieu à la tenue d'ateliers d'art plastique, de musique, de lecture, de calligraphie arabe, de calcul mental, de

théâtre et de chant. L'objectif de cette manifestation est de former et d'encourager des enfants ayant des dispositions créatives et de sélectionner de jeunes talents en vue de les valoriser et les accompagner, ont expliqué les organisateurs.

F. H.



Afrique du Sud

Décès de Desmond Tutu, icône de la lutte anti-apartheid

■ C'est le dernier de cette génération d'icônes de la lutte contre l'apartheid : l'archevêque Desmond Tutu, la conscience de l'Afrique du Sud mais aussi une espièglerie et un rire puissant, est mort hier à 90 ans.

Par Mourad M.

Jusqu'à récemment, le prix Nobel de la paix a imposé sa petite silhouette ronde et son franc-parler légendaire pour dénoncer les injustices et écorner tous les pouvoirs.

Le Président Cyril Ramaphosa a exprimé «sa profonde tristesse suite au décès de ce patriote sans égal», en annonçant la nouvelle dans la matinée. Sa mort «est un nouveau chapitre de deuil dans l'adieu de notre nation à une génération de Sud-Africains exceptionnels qui nous ont légué une Afrique du Sud libérée».

«Un homme d'une intelligence extraordinaire, intègre et invincible contre les forces de l'apartheid, il était aussi tendre et vulnérable dans sa compassion pour ceux qui avaient souffert (...)

sous l'apartheid, et pour les opprimés et les oppresseurs du monde entier», a rappelé M. Ramaphosa.

Après l'avènement de la démocratie en 1994, et l'élection de son ami Nelson Mandela à la tête du pays, Desmond Tutu, qui a donné à l'Afrique du Sud le surnom de «Nation arc-en-ciel», avait présidé la Commission vérité et réconciliation (TRC) dont il espérait qu'elle permettrait de tourner la page de la haine raciale.

The Arch, comme le surnommaient affectueusement les Sud-Africains, était affaibli depuis plusieurs mois.

Il ne parlait plus en public mais saluait les caméras présentes à chacun de ses déplacements, souriant ou regardant malicieusement, lors de sa vaccination contre le Covid dans un hôpital

ou récemment, en octobre, lors de l'office religieux au Cap pour célébrer ses 90 ans.

Une prière a été organisée à la cathédrale St George, son ancienne paroisse. Et des quidams, de toutes les couleurs de peau, ont commencé à se présenter devant sa maison du Cap des bouquets à la main, selon des journalistes de l'AFP sur place.

«C'est si triste qu'il soit mort, c'était un homme profondément bon», a soupiré Diane Heard, retraitée, qui habite le quartier.

En signe de deuil, les joueurs de cricket sud-africains ont aussi porté un brassard noir au premier jour d'une importante compétition contre l'Inde, aux environs de Johannesburg.

«Nous pleurons sa disparition», a réagi l'archevêque anglican du Cap, Thabo Makgoba. Mais «en tant que chrétiens et croyants, nous devons aussi célébrer la vie d'un homme profondément spirituel dont l'alpha et l'oméga étaient sa relation avec notre Créateur», a-t-il ajouté. «Il ne craignait personne (...) Il contestait les systèmes qui rabaissaient l'humanité», a-t-il rappelé. Mais «lorsque les auteurs du mal connaissent un véritable changement de cœur, il suivait l'exemple de son Seigneur et était prêt à pardonner».

La Fondation Mandela a qualifié sa perte d'«incommensurable» : «Il était plus grand que nature (...). C'était un être humain extraordinaire. Un penseur. Un leader. Un berger».



PH: D. R.

notoriété aux pires heures du régime raciste de l'apartheid. Alors prêtre, il organise des marches pacifiques contre la ségrégation et plaide pour des sanctions internationales contre le régime blanc de Pretoria.

En 2013, il avait même promis de ne plus jamais voter pour le parti qui a triomphé de l'apartheid. «Je n'ai pas combattu pour chasser des gens qui se prenaient pour des dieux de pacotille et les remplacer par d'autres qui pensent en être aussi», avait-il déploré. La dernière fois que le pays a eu de ses nouvelles, c'était le 1^{er} novembre. Loin des regards, il avait voté aux élections locales.

M. M.

M. M.



Commentaire

Sondages

Par Fouzia Mahmoudi

Avec la candidature de Christiane Taubira à la primaire de la gauche, à laquelle, pour le moment, les deux candidats avec le plus d'intentions de vote refusent de participer, les sondages pour la présidentielle continuent à montrer le peu d'intérêt des électeurs français pour la gauche. Au premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron devancerait Valérie Pécresse, selon une étude publiée jeudi par un nouvel institut de sondage, Cluster17. Pour la première fois, la potentielle candidature de Christiane Taubira a été testée face aux sondés : 7 % lui sont crédités. Christiane Taubira, qui a dit le 17 décembre «enviager» une candidature à l'Élysée, arriverait devant ses concurrents à gauche Yannick Jadot (5 %) et Anne Hidalgo (2 %), mais derrière Jean-Luc Mélenchon (12 %), selon cette enquête publiée dans «Les Échos». Dans ce sondage, le chef de l'État sortant, pas encore officiellement candidat à sa réélection, est crédité de 20 % des intentions de vote au premier tour, un score inférieur aux estimations faites par la majorité des autres instituts, devant la candidate LR Valérie Pécresse (16 %). Éric Zemmour (14 %), Marine Le Pen (13 %) à l'extrême droite, et Jean-Luc Mélenchon, à l'autre bout de l'échiquier politique, seraient au coude-à-coude derrière le duo de tête. L'on voit ainsi, dans ce sondage, que Taubira serait après Mélenchon la candidate la plus créditée, laissant très loin derrière elle Hidalgo, la candidate officielle du Parti socialiste. Malgré tout, la maire de Paris, qui a choisi de participer à la primaire de la gauche pour éviter l'humiliation annoncée au premier tour de la présidentielle, refuse pourtant de s'effacer devant Taubira. Interrogée sur l'éventualité d'un retrait si l'ex-garde des Sceaux officialisait son entrée en jeu en janvier, la candidate socialiste reste ferme. «Absolument, non», a-t-elle répondu, estimant que l'irruption de Christiane Taubira serait «une candidature de plus». «Moi, en ce qui me concerne, je propose une primaire de la gauche», a rappelé l'élue socialiste, créditée entre 3 et 7 % dans les sondages. «La population la veut, vous avez 85 % des Françaises et des Français qui se disent de gauche qui appellent cette primaire», a affirmé Anne Hidalgo, même si «ça ne lui a pas échappé», que, pour le moment, aucun de ses principaux concurrents à gauche ne souhaite y participer. Selon la candidate, «une primaire, c'est la meilleure façon de choisir de façon transparente une candidature unique à gauche». En tant que «femme de gauche, cheffe d'un exécutif», la maire de Paris comprend que «quand la gauche qui veut gouverner ensemble n'est pas rassemblée, elle ne peut pas gouverner». Le vote des électeurs de gauche sera ainsi morcelé entre presque une dizaine de candidats qui, à l'image même de Hidalgo, refusent de renoncer à leur rêve présidentiel et continuent de croire en un miracle, alors même que tous les sondages les placent loin derrière les candidats de droite et d'Emmanuel Macron, qui ne s'est même pas encore déclaré candidat pour 2022 mais qui fait tout de même la course en tête, à en croire tous les sondages.

F. M.

RDC

Un kamikaze tue cinq personnes dans l'Est en faisant exploser sa bombe

Un kamikaze a tué au moins cinq personnes en faisant exploser sa bombe, samedi à Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où les autorités provinciales accusent les rebelles du groupe Forces démocratiques alliées (ADF).

Groupe le plus meurtrier en RDC, les ADF sont aussi accusés par l'Ouganda d'être responsables de récents attentats sur son sol, revendiqués par l'organisation jihadiste État islamique, qui présente ce groupe comme «sa province d'Afrique centrale» (État islamique en Afrique centrale, ISCAP).

«Le kamikaze, empêché par les vigiles d'accéder au bar bondé de clients, a activé la bombe à l'entrée. Le bilan encoire provisoire fait état de six morts, dont le kamikaze, et 13 blessés admis dans les hôpitaux», a écrit le général de brigade Sylvain Ekenge, porte-parole du gouverneur militaire du Nord-Kivu, dans un communiqué attribuant l'attaque aux ADF.

Quelques minutes après l'explosion, un correspondant de

l'AFP avait vu trois corps déchiquetés. La mairie avait appelé les habitants à rentrer chez eux, par crainte d'autres attaques.

Une source de la mairie de Beni a indiqué à l'AFP que parmi les personnes tuées, «il y a deux enfants».

«Parmi les blessés se trouvent les deux bourgmestres adjoints des communes de Mulekera et de Ruwenzori», a-t-elle ajouté, indiquant que «les terroristes ADF aux abois ont actionné leurs cellules dormantes dans la ville de Beni, en vue de déclencher des actions contre les paisibles citoyens».

La bombe a explosé à l'intérieur du restaurant «In Box», situé dans le centre de la ville de Beni, où plus d'une trentaine de personnes célébraient Noël, selon deux témoins interrogés par l'AFP. Des débris de chaises, des tables, des verres et des bouteilles sont éparpillés dans le restaurant, a constaté un correspondant de l'AFP.

«J'étais assis là. Il y avait une moto en stationnement. Subitement, la moto est partie en trombe, puis il y a eu un bruit assourdissant», a témoigné

auprès de l'AFP Nicolas Ekila, animateur d'une radio de Beni.

Un véhicule de police a emmené les blessés dans un centre médical proche, qui a immédiatement été fermé au public. Le 27 juin, l'explosion d'une bombe artisanale dans une église catholique a blessé deux femmes. Le même jour, le porteur d'une bombe a été tué dans l'explosion de son engin près d'un bar et non loin d'une mosquée. La veille, un autre engin avait explosé non loin d'une station-services, sans faire de dégâts.

Les autorités avaient déjà accusé les rebelles ADF d'être responsables de ces attentats à Beni. Le Nord-Kivu et l'Ituri sont depuis début mai sous état de siège, une mesure exceptionnelle qui a donné les pleins pouvoirs aux militaires mais qui n'a pas permis, jusqu'à présent, de stopper les exactions des groupes armés.

Dans ces deux provinces de la RDC, les armées congolaise et ougandaise mènent depuis le 30 novembre des opérations militaires conjointes contre des positions des ADF.



USMM Hadjout

Le SG écope de 6 mois de suspension, huis clos pour l'équipe

La Commission de discipline de la ligue nationale de football amateur (LNFA) a infligé un match à huis clos à l'USMM Hadjout pour non-respect du protocole sanitaire, mauvaise organisation de la rencontre (récidiviste), l'utilisation de fumigènes dans les tribunes par les supporters (récidiviste), jet de projectiles sur le terrain sans dommage physique au cours de jeu, lors du match contre le RC Kouba (1-0) de la 8^e journée du championnat de Ligue 2 groupe Centre-Ouest. L'USMMH devra en outre s'acquitter d'une amende de 100 000 DA, précise la LNFA dans un communiqué publié sur son site officiel. D'autre part, le secrétaire de l'USMMH, Ezzedami Hamid, est suspendu pour 6 mois à compter du 23 décembre 2021, plus

50 000 DA d'amende pour non-respect du protocole sanitaire, et refus d'obtempérer aux décisions des officiels de match, et n'a pas daigné se présenter à la Commission de discipline suite à la convocation en date du 16 décembre, souligne la LNFA. Pour rappel, la rencontre USMMH-RCK, disputée le 11 décembre 2021, a subi un arrêt momentané provoqué par un envahissement de terrain consécutivement à l'inscription de l'unique but par les locaux. Selon la même source, le club de l'USMMH est autorisé à faire rentrer uniquement les 18 joueurs inscrits sur la feuille de match, le staff technique, médical et administratif (07) personnes maximum détenteurs d'une licence délivrée par la Ligue.

Judo

Trois passages de grade, dont un national, le 31 décembre et le 1^{er} janvier

Trois passages de grade, dont un national, seront organisés le 31 décembre courant et le 1^{er} janvier, respectivement dans les wilayas de Chlef, Tizi-Ouzou et Skikda, pour des graduations allant de la 1^{re} à la 4^e Dan, a-t-on appris, samedi, auprès de la Fédération algérienne de judo (FAJ). C'est le premier passage de grade prévu vendredi prochain à Chlef qui sera d'envergure nationale. De ce fait, il sera le seul à proposer des graduations

allant de la 1^{re} à la 4^e Dan.

Les deux autres passages de grade, prévus le 31 décembre à Tizi-Ouzou et le 1^{er} janvier à Skikda, eux, seront d'envergure régionale, et de ce fait, ils ne proposeront qu'une graduation en 1^{er} Dan. Avec la hausse des cas de contamination au coronavirus au cours des derniers jours, la fédération a insisté sur le respect du protocole sanitaire, avant et pendant les différentes épreuves.

Voile

La Base nautique de Jijel sera bientôt érigée en Centre de développement régional

La Base nautique de Jijel sera érigée prochainement en Centre de développement régional, avec l'objectif de promouvoir la discipline, a-t-on appris, samedi, auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV).

«Dans cette perspective, une réunion de travail se tiendra le lundi 27 décembre courant (aujourd'hui, ndlr), entre les

représentants de la Fédération et les membres de la Ligue de Jijel, avec comme principal point à l'ordre du jour, l'examen et la signature d'une convention, visant à domicilier des stages nationaux pour les jeunes talents, ainsi que des compétitions et des formations régionales», a-t-on encore précisé de même source.

Ligue 2 (10^e journée) Le RCK écarte le MC El Bayadh, drame à Oran

Le RC Kouba, vainqueur samedi sur le terrain de son poursuivant direct le MC El Bayadh (1-0) pour le compte de la 10^e journée de Ligue 2 de football, a conforté sa place de leader du groupe Centre-Ouest, alors que l'USM Annaba a repris la tête du groupe Centre-Est, profitant du match nul de la JS Bordj Ménaïel à domicile face à l'USM Khenchela (0-0). Cette 10^e journée de compétition a été endeuillée par le décès tragique en plein match du joueur du MC Saïda, Sofiane Loukar (28 ans), sur le terrain de l'ASM Oran, quelques minutes après un téléscopage avec son gardien de but Bendoula survenu à la 26^e minute de la première mi-temps. Loukar avait pourtant repris le jeu après avoir reçu les premiers soins sur

le terrain, avant de s'écrouler sur le terrain à la 35^e minute. Les staffs médicaux des deux formations sont vite intervenus pour tenter de lui prodiguer les soins nécessaires avant qu'il ne soit transféré vers l'hôpital d'Oran pour permettre à la rencontre de se poursuivre. Mais durant la pause, la mauvaise nouvelle est tombée. Le joueur aurait succombé à une crise cardiaque en chemin vers l'hôpital, plongeant les visiteurs dans la tristesse. Les camarades du défunt étaient d'ailleurs inconsolables, tout comme les joueurs locaux. Une situation ayant obligé l'arbitre à mettre fin prématurément à la partie, au moment où le MCS menait au score (1-0). Dans l'affiche du groupe Centre-Ouest entre le leader le RC Kouba et

son dauphin le MC El Bayadh, les Koubéens ont réussi à revenir avec les trois points de la victoire, confortant ainsi leur première place avec 25 points, soit cinq de plus que leur adversaire du jour. De son côté, le CR Témouchent s'est hissé à la 3^e place grâce à une belle victoire en déplacement devant le GC Mascara (3-0), qui glisse au 4^e rang, à égalité de points avec MCB Oued Sly également large vainqueur à l'extérieur face au SC Ain Defla (3-1). Après un début de saison compliqué, le MCB Oued Sly, qui avait raté l'accession la saison passée, est sur une série de quatre victoires consécutives depuis l'arrivée de l'entraîneur Hadj Merine. Dans le duel du bas de tableau, l'USM El Harrach a battu le SKAF El Khemis (1-0) et rejoint l'USM Bel-

Abbès, tenue en échec par l'ES Ben Aknoun (0-0), à la 12^e place avec 11 points. La dernière rencontre du groupe Centre-Ouest a enregistré la victoire du WA Boufarik devant le CRB Ain Ouessara (3-0). A la faveur de ce succès, le WAB remonte au 7^e rang avec 14 points. Dans le groupe Centre-Est, le chassé-croisé entre l'USM Annaba et la JS Bordj Ménaïel en tête du classement se poursuit. Cette semaine, les Annabis, vainqueurs face à la JSM Béjaïa (2-0), ont repris le fauteuil de leader avec 23 points, profitant du match nul de la JS Bordj Ménaïel à domicile devant l'USM Khenchela (0-0). Ce match nul profite également au NRB Télegma, qui a battu l'IB Lakhdar (3-0), rejoignant l'USM Khenchela à la 3^e place avec 19

points. Dans le derby d'Oum Bouaghi, l'US Chaouïa a renoué avec la victoire en s'imposant devant l'AS Ain M'liia (2-0) et se retrouve à égalité de points avec son adversaire du jour à la 6^e place avec 14 points. Ce duo est rejoint par l'équipe en forme du moment, la JSM Skikda, qui a décroché une nouvelle victoire face au CA Bordj Bou Arréridj (2-1). Dans la deuxième partie du tableau, le MO Constantine, en difficulté depuis le début de saison, a obtenu une précieuse victoire face à l'IRB Ouargla (2-1), alors que le MO Béjaïa et le MC El Eulma ont fait match nul (1-1). La 11^e journée de la Ligue 2 de football est prévue le vendredi 31 décembre, selon le programme de la Ligue nationale de football amateur.

Equipe nationale de football

Début aujourd'hui du stage au Qatar

La sélection nationale débute aujourd'hui son stage au Qatar, comme prévu par le coach Djamel Belmadi, pour préparer la Coupe d'Afrique des Nations qui se jouera au Cameroun du 9 janvier au 6 février 2022.



Les joueurs de l'EN débutent le travail aujourd'hui

Par Mahfoud M.

Ainsi, l'avion spécial affrété par la FAF devait emmener les joueurs locaux et ceux évoluant en Tunisie, avant de faire un crochet par la France pour prendre les éléments professionnels évoluant en Europe. Les joueurs évoluant dans les pays du Golfe, notamment en Arabie saoudite et au Qatar, seront sur place, de même que le coach national, Belmadi, qui contrairement à ses habitudes ne bougera pas et sera dans son lieu de résidence. D'ailleurs, concernant la conférence de presse habituelle, Belmadi l'a

tiendra à Doha et seuls les journalistes qui accompagneront l'EN pourront y assister. Par ailleurs, le driver des Verts aura quelques difficultés pour ce qui est de l'effectif, vu que les éléments évoluant en Angleterre, à savoir, Mahrez et Benrahma, ne seront pas présents pour l'entame de ce stage et devront jouer les matchs prévus pour le début du mois de janvier avant de pouvoir rejoindre leurs coéquipiers. Même le défenseur du club espagnol de Villarreal ne sera pas au rendez-vous et arrivera également tardivement. Cela n'arrange pas les affaires du coach national qui souhaitait avoir tous les joueurs en main

pour pouvoir travailler dans les meilleures conditions possibles. Aussi, le club italien du FC Naples a annoncé vouloir ester en justice toutes les fédérations africaines qui ont convoqué les joueurs du club, à l'image de Ounas pour l'Algérie, sous prétexte qu'ils peuvent être contaminés au variant Omicron du Covid, alors que le club a payé le prix fort pour les engager. Ces menaces n'inquiètent pas la FAF qui reste intransigeante, surtout qu'elle bénéficie de la protection de la FIFA qui ne lâchera pas ces équipes nationales africaines et que la réglementation est claire.

M. M.

CAN 2021

Les bus des sélections nationales sont arrivés à Douala

Les 24 bus aux couleurs des pays qui prendront part à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021 ont foulé le sol camerounais jeudi via le port autonome de Douala, la deuxième ville du pays, rapporte, samedi, la presse locale. Le ministre des Transports camerounais, Jean Ernest Ngalle Bibehé, était per-

sonnellement présent pour superviser les opérations de débarquement de ces bus flamboyants.

Ce moyen de transport, chargé de conduire les sélections nationales durant la compétition, seront acheminés dans les différents sites.

Le bus du pays hôte de la CAN 2021 a fait jaser. En effet,

son «branding» affichant un supporter arborant un maillot de la sélection nationale griffé par l'ancien équipementier des Lions Indomptables a suscité une polémique, notamment dans les réseaux sociaux. Beaucoup ne comprennent pas cette méprise, d'autant que le Cameroun est habillé par un autre équipementier depuis trois ans déjà.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Moudjahid libyen ayant participé à la guerre de Libération nationale

Décès de Mohamed Omar Ahmed Kanass



Le moudjahid libyen qui a participé à la glorieuse guerre de Libération nationale, Mohamed Omar Ahmed Kanass, dit «Ould Hamou Mohamed», est décédé à l'âge de 84 ans, a-t-on appris

après de ses proches.

Le Consul général d'Algérie à Tripoli, Aïssa Romani, a adressé, au nom des responsables algériens et de la famille révolutionnaire, un message de condoléances à la famille du défunt qui a consacré, a-t-il dit, avec sincérité et honneur, «la solidarité du peuple libyen authentique avec la cause algérienne contre le colonialisme français».

Et d'ajouter : «Le défunt restera à jamais un exemple de bravoure et de loyauté et l'une des personnalités qui ont marqué l'histoire des relations fraternelles et d'entraide entre les deux peuples frères».

Le Consul général a réaffirmé «le soutien de l'Algérie au peuple libyen frère pour la réalisation de ses aspirations à la stabilité, la sécurité et la prospérité».

O. N.

Prévention des accidents de la circulation

La DGSN participe à la sensibilisation des transporteurs en commun

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a participé, hier, à une journée d'information et de sensibilisation au profit des conducteurs des transports en commun interwilayas, organisée à la gare routière du Caroubier (Alger), à l'occasion de la célébration de la journée nationale de prévention contre les accidents de la route, a indiqué un communiqué de la DGSN.

«Dans le cadre de la journée nationale de prévention contre les accidents de la route, célébrée le 26 décembre de chaque année, la DGSN a participé, hier, à la journée d'information et de sensibilisation des conducteurs de transports en commun interwilayas, organisée par la Délégation nationale de la sécurité routière (DNSR) en coordination avec les instances compétentes, à la gare routière du Caroubier (Alger)», précise la même source.

La DGSN a pris part à cette manifestation en exposant, au niveau de son pavillon, du matériel et des appareils modernes de contrôle routier comme le radar et l'appareil de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPL).

«Des conseils et des orientations ont été donnés par des cadres relevant des brigades de la Sécurité publique au profit des conducteurs des transports en commun interwilayas, en leur rappelant l'impératif de respecter la vitesse autorisée, d'éviter la surcharge, de procéder au contrôle quotidien du véhicule et de respecter le code de la route», ajoute la même source.

Les conducteurs ont été appelés, en outre, à respecter le protocole sanitaire de prévention contre le Covid-19, notamment le port du masque et la distanciation physique, conclut le communiqué.

Maya N.

Journées «Portes ouvertes» sur la voile à Oran

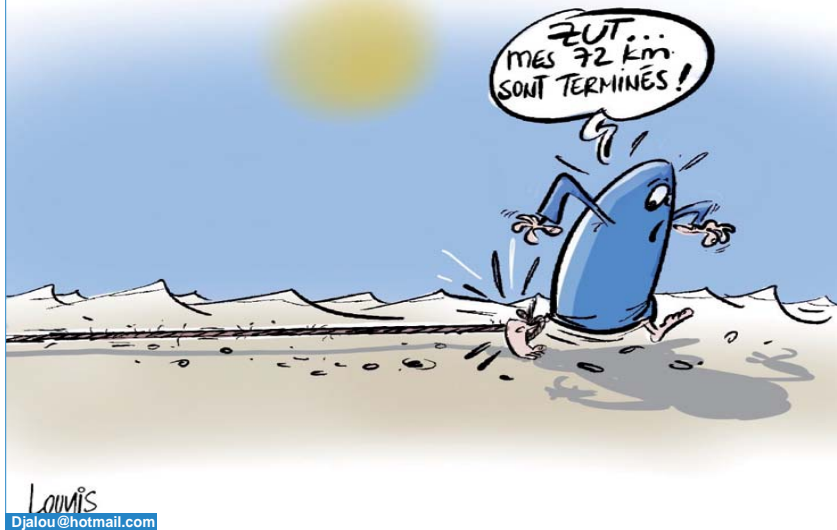
Pour la présence des femmes dans les sports nautiques

Des journées «portes ouvertes» sur la voile seront organisées les 28 et 29 décembre courant au niveau de la station balnéaire «Les Andalouses», à Oran (Ouest), avec l'objectif d'insérer les femmes dans la pratique des sports nautiques, a-t-on appris, hier, auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV). Selon la même source, ces journées «portes ouvertes» comporteront aussi bien des cours d'initiation aux différentes disciplines nautiques (optimist, planche à voile, laser, kayak, kitesurf, plongée...)

ainsi que des activités pratiques, en pleine mer. «Il y aura également différentes activités parallèles, comme des cours de fitness et de yoga, ainsi que des exhibitions en mer, et une animation musicale, sans oublier les enfants, qui auront droit à des activités propres à eux», a-t-on encore détaillé. Ces journées «portes ouvertes» seront organisées par la Ligue oranaise de voile, en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports locale, ainsi que le club oranais El Melah.

Younès H.

Les talibans interdisent aux femmes de voyager Plus de 72 Km sans être accompagnées



«Assihar» de Tamanrasset

Une caravane de 22 semi-remorques d'exportations vers le Niger

■ Une caravane commerciale chargée de 690 tonnes de produits algériens s'est ébranlée, hier, à destination de Niamey (Niger), en marge de l'inauguration de la 35^e édition de la manifestation internationale «Assihar» de Tamanrasset.

Par Slim O.

La caravane, dont le départ a été donné par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezzig, accompagné d'une délégation ministérielle, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme des pouvoirs publics visant la promotion des exportations hors hydrocarbures et de la contribution du secteur des Transports aux efforts d'impulsion de la dynamique des exportations.

Les 22 camions semi-remorques acheminant ces

exportations vers le Niger, à savoir 576 tonnes de canalisations, 94 tonnes de produits de l'agro-industrie et 20 tonnes de meubles, devront parcourir une distance de 1 990 km en sept jours, selon les données du groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique «Logitrans».

Cette caravane s'insère dans le cadre des efforts déployés par Logitrans pour accompagner les opérateurs économiques désireux d'exporter leurs produits et de conquérir le marché africain, a-t-on souligné.

Le groupe Logitrans a organisé depuis 2018 plus de 105

caravanes commerciales ayant acheminé 65 000 tonnes de divers produits algériens vers des pays du voisinage, dont 21 caravanes à destination du Niger transportant 16 500 tonnes de divers produits algériens, selon les explications fournies par le groupe.

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezzig, a présidé, en compagnie d'une délégation ministérielle et de membres du corps diplomatique de pays africains accrédités en Algérie, l'inauguration de la 35^e édition de l'Assihar de Tamanrasset.

S. O.

Forces aériennes du territoire

Said Chanagriha préside la cérémonie d'installation du nouveau commandant

Le général de corps d'Armée, Saïd Chanagriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, la cérémonie d'installation officielle du général-major Abdelaziz Houam, dans ses fonctions de Commandant des Forces aériennes du territoire, en remplacement du général-major Amar Amrani, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Au nom de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le général de corps d'Armée Saïd Chanagriha, chef d'état-major de l'ANP, a présidé, ce dimanche 26 décembre 2021, la cérémonie d'installation officielle du général-major Abdelaziz Houam dans les fonctions de Commandant des Forces de défense aérienne du territoire, en remplacement du

général-major Amar Amrani», précise le communiqué.

Au début et après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'Armée a observé «un moment de recueillement à la mémoire du vaillant Chahid Akid Lotfi, dont le siège du Commandement des Forces de défense aérienne du territoire porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et celle de nos valeureux Chouhada».

Le général de corps d'Armée Chanagriha a «inspecté ensuite les carrés des cadres et des personnels des Forces de défense aérienne du territoire en formation au niveau de la place d'armes, avant d'annoncer l'installation officielle du nouveau Commandant des Forces de défense aérienne du territoire, le général-major Abdelaziz Houam, succédant au général-major Amar Amrani»,

ajoute la même source.

«Au nom de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 20 décembre 2021, j'installe officiellement le général-major Abdelaziz Houam dans les fonctions de Commandant des Forces de défense Aérienne du territoire, en remplacement du général-major Amar Amrani», a affirmé le chef d'état-major de l'ANP.

«A cet effet, je vous ordonne d'exercer sous son autorité et d'exécuter ses ordres et ses instructions dans l'intérêt du service, conformément au règlement militaire et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre Glorieuse Révolution de Libération, qu'Allah vous apporte succès et réussite», a-t-il ajouté.

Y. N.